

Sur le fond, il convient de remarquer que l'aérodrome de Sion connaît par année, environ 25 000 mouvements militaires, ce qui représente environ la moitié des mouvements totaux annuels de l'aviation civile, planeurs compris.

Il apparaît clairement que les mouvements militaires sont dans l'ensemble générateurs de plus de nuisances que les mouvements de l'aviation civile puisqu'ils concernent, dans la plupart des cas, des aéronefs à réaction.

Dès lors, l'ordonnance vise bien au-delà de la cible: son contenu se trouve disproportionné par rapport aux buts recherchés puisqu'il s'en prend aux conséquences fort minimes d'un trafic aérien civil relativement discret sur le plan des nuisances. Il convient donc, à l'aide de dispositions appropriées, de traiter en premier lieu les causes des nuisances procurées par l'aviation militaire puisque l'aérodrome de Sion jouit du statut mixte militaire et civil. Finalement, on peut se poser la question de savoir si la lutte contre les nuisances aéronautiques ne devrait pas emprunter la voie de la limitation des émissions à la source, sur le plan technique et celui de l'organisation des vols avant d'en arriver à faire supporter par voie d'ordonnance, à la «victime» du bruit, l'interdiction de bâtir ou la charge de mesures légales prohibitives et déraisonnables hors de proportion entre leur coût et leur efficacité.

A ce propos, il n'est peut-être pas inutile de rappeler la teneur des directives générales du 16 février 1983 de l'Aéro-Club de Suisse qui offrent, en matière de nuisances provenant de l'aviation, un large éventail de possibilités techniques, d'organisation et d'appui, avant de préconiser en dernière instance, une intervention raisonnable du législateur.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
Rapport écrit du Conseil fédéral*

Le projet d'ordonnance relatif aux zones de bruit des aérodromes régionaux a été soumis en consultation, en mars de cette année, aux exploitants des aéroports régionaux de Berne-Belp, Birrfeld, Les Eplatures, Granges, Lausanne-La Blécherette, Samedan et Sion, ainsi qu'à leurs cantons respectifs. La Commission fédérale de la navigation aérienne – formée d'experts pour les questions importantes relatives à l'aviation – s'est penchée sur ce projet avant même de disposer des résultats de la consultation; elle le réexaminera prochainement à la lumière de ces derniers. Sa prise de position sera importante tant pour le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie que pour celui de l'intérieur; leur compétence commune dans cette promulgation repose sur l'article 61 de l'ordonnance sur la navigation aérienne. Pour l'heure, le Conseil fédéral se limite aux remarques suivantes:

– L'article 56 de ladite ordonnance prévoit, dans sa teneur actuelle, le devoir pour chaque exploitant d'aéroport d'établir des zones de bruit. La promulgation de la législation d'exécution est indispensable si l'on veut permettre aux exploitants d'aéroports régionaux de se conformer à cette obligation.

– Il est exact que le projet d'ordonnance ne s'applique qu'à l'aviation civile, c'est-à-dire également au bruit qu'elle provoque. Aucune disposition, au sens de l'article 106, 2^e alinéa, de la loi sur la navigation aérienne ne déclare que ladite loi est aussi applicable aux aéronefs militaires dans le domaine des zones de bruit.

– Il est possible qu'en vertu de la loi sur la protection de l'environnement, actuellement débattue au Parlement, des zones soient créées ultérieurement en fonction également du bruit provoqué par les avions militaires. Celui-ci ne peut cependant être évalué sur la base des critères applicables aux avions légers civils. Ses propres critères d'évaluation sont en cours d'élaboration à l'OFPE, l'OFAEM et l'EMPA.

– Compte tenu des résultats de la procédure de consultation, on examine actuellement si les aéroports régionaux qui servent simultanément aux aviations civile et militaire (p.ex. Sion et Samedan) doivent être dispensés de l'obligation d'établir des zones de bruit, jusqu'à ce que l'on dispose

dans l'ordonnance sur la navigation aérienne d'une réglementation englobant le bruit engendré par ces deux secteurs.

– Le but principal des zones de bruit – qui est de prévenir aux alentours des aéroports une utilisation du territoire qui ne tienne pas compte des immissions sonores – ne peut pas davantage être concrétisé sans empiéter sur la propriété privée et les compétences cantonales, que ce n'est le cas avec les aéroports nationaux. La répartition des charges et des coûts entre les propriétaires fonciers, les exploitants des aérodromes et les pouvoirs publics est régie par l'actuelle législation aéronautique. La loi sur la protection de l'environnement apportera quelques modifications.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

83.455

**Interpellation Müller-Luzern
Kompetenz der Finanzkontrolle
Compétences du Contrôle des finances**

Wortlaut der Interpellation vom 9. Juni 1983

Ist der Rat damit einverstanden, dass Funktionäre der Finanzkontrolle politische Entscheide, die in der Befugnis des Bundesrates liegen und die dieser aufgrund von Empfehlungen seiner beratenden Fachorgane fällt, wieder in Frage stellen?

Texte de l'interpellation du 9 juin 1983

Le Gouvernement trouve-t-il normal que des fonctionnaires du Contrôle des finances puissent remettre en question des décisions politiques qui relèvent de la compétence du Conseil fédéral et que celui-ci prend en se fondant sur des recommandations de ses organes consultatifs spécialisés.

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Kürzlich erklärte ein Mitarbeiter der Finanzkontrolle, er habe den Auftrag, dafür zu sorgen, dass in Zukunft der in manchen Gesetzen vorhandene Ermessensspielraum nicht mehr voll ausgenutzt werde. Dadurch wird die Finanzkontrolle zur dritten Macht, die sich über den Bundesrat und über das Parlament setzt.

Die Konsequenzen dieser Neuerung werden an folgenden Beispielen ersichtlich:

Die Hochschulkonferenz und der Schweizerische Wissenschaftsrat (SWR) haben in jahrelanger Arbeit Richtlinien erarbeitet und errechnet, welche es möglich machen, beim Bau eines Universitätsspitals die Kosten auszuscheiden, welche für Lehre und Forschung relevant und also nach HFG subventionsberechtigt sind. Prof. A. Cerletti, seinerzeit Vizepräsident des SWR, hat mit einer gemischten Kommission der beiden Gremien die Kosten von Spitälern ohne universitäre Aufgaben mit denjenigen von Universitätsspitalern verglichen. Auf dieser Basis wurde durch unsere erfahrensten Fachleute ermittelt, dass zum vornherein rund 60 Prozent der Auslagen für solche Universitätsbauten nicht subventioniert werden können. Es wurden also pauschal alle Einrichtungen für die Subvention ausgeklammert, die keine Bedeutung für Lehre und Forschung haben (Personalrestaurants, Kapellen usw.).

Nun haben sich aber Beamte der Finanzkontrolle mit dieser Pauschale nicht zufriedengegeben, sondern angefangen, bei der Überprüfung von Abrechnungen für derartige Bauten einzelne Aufwendungen als nicht subventionsberechtigt auszuscheiden, die schon durch die Anwendung der Cerletti-Richtlinien eliminiert waren.

Dadurch wird das vom Verwaltungsaufwand her sicher zweckmässige System der Pauschalabzüge verfälscht und in Frage gestellt, obschon alle sachverständigen Organe und die politischen Behörden (Hochschulkonferenz, SWR, Bundesrat, Finanzdepartement) diesen Richtlinien zugestimmt haben.

Die Untersuchungen der Cerletti-Gruppe haben geholfen, die Subventionierung solcher Bauten in vereinfachter Weise, ohne übermässige Verwaltungsumtriebe und ohne neuen Personalaufwand durchzuführen. Die Funktionäre der Finanzkontrolle verfügen in keiner Weise über die vergleichbaren Fachkenntnisse, um insbesondere hochschulpolitische Gesichtspunkte des HFG angemessen zu berücksichtigen. Dadurch entstehen u. a. groteske Missverständnisse, die ihren Niederschlag in unrichtigen Pressemitteilungen finden.

Es ist nun vor allem für die kantonalen Subventionsempfänger sehr stossend, wenn eine untergeordnete Instanz ohne diese Sachkenntnis Entscheidungen der beim Bund primär verantwortlichen Behörden blockiert. Dies zeigt die Interpellation Junod mit aller Deutlichkeit. Es ist wegen solcher Übergriffe verschiedentlich zur Beeinträchtigung des guten Einvernehmens zwischen Bund und Kantonen gekommen. (Dass im Verlauf der anvisierten Vorfälle der zuständige Direktor nie zur Klärung der Probleme beigezogen worden ist, zeigt, dass sich offenbar die «dritte Macht» durchaus als solche fühlt.)

Weitere Probleme dieser Art ergeben sich bei den Zuschlägen zu den Subventionen, wie sie im HFG (Art. 12) vorgesehen sind. Auch hier haben untergeordnete Funktionäre versucht, Beschlüsse des Bundesrates, die sich auf einlässlich fundierte Empfehlungen der beratenden Fachgremien abstützen, wieder aufzuheben.

Ich bin selbstverständlich damit einverstanden, dass die Finanzkontrolle sorgfältig ihres Amtes waltet. Aber es sollte doch klargestellt werden, dass die politischen Instanzen entscheiden, und nicht Funktionäre, auch wenn sie von einzelnen Parlamentariern gestützt werden.

Schriftliche Stellungnahme des Büros

Rapport écrit du Bureau

Gemäss Artikel 31 Absatz 3 des Geschäftsreglementes hat das Büro die Finanzdelegation um ihre Stellungnahme gebeten und die folgende Antwort erhalten:

«Die Aufgaben der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK), sind in einem besonderen Bundesgesetz, dem BG über die Eidgenössische Finanzkontrolle vom 28. Juni 1967 (FKG) festgelegt. Danach dient die EFK als oberstes Fachorgan der Finanzaufsicht im Bunde, der Bundesversammlung zur Ausübung ihrer verfassungsmässigen Finanzkompetenzen sowie ihrer Oberaufsicht über die eidgenössische Verwaltung und Rechtspflege, und dem Bundesrat zur Ausübung seiner Aufsicht über die Bundesverwaltung.

Die gesetzgebende Behörde ihrerseits hat die nähere Prüfung und Überwachung des gesamten Finanzhaushaltes der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte übertragen (Art. 50 Abs. 1 des Geschäftsverkehrsgesetzes). Der Finanzdelegation steht als Fachorgan die EFK zur Verfügung; diese legt ihr sämtliche Geschäfte vor, erörtert sie mit ihr und nimmt bei Bedarf zusätzliche Abklärungen vor.

In ihren vier letzten Tätigkeitsberichten hat die Finanzdelegation einlässlich die vielfältigen Schwierigkeiten bei der Kontrolle der Abrechnungen über die Sachinvestitionsbeiträge gemäss Hochschulförderungsgesetz (HFG) dargelegt. Auf Ersuchen des Bundesamtes für Bildung und Wissenschaft (BBW), das mit der erstinstanzlichen Kontrolle der Subventionsabrechnungen stark in Rückstand geraten war, übernahm die EFK ab Mitte 1976 anstelle des BBW diese Kontrollaufgaben. Bis Ende 1981 überprüfte die EFK über 140 Bauobjekte oder Teile davon mit einem Bauvolumen von rund 2 Milliarden Franken. Rund die Hälfte dieser Geschäfte konnte inzwischen auch mit den betroffenen Kantonen definitiv bereinigt werden. Dabei erreichten die von der EFK vorgenommenen und von den Kantonen anerkannten Beitragskürzungen bei einem Subventionsbetrag von rund

300 Millionen Franken 28 Millionen Franken oder rund 10 Prozent (!). Allein diese Zahl belegt eindrücklich, wie unentbehrlich die Finanzaufsicht auch im Bereich der Hochschulförderung ist.

Die Schwierigkeiten waren zum Teil auf unzureichende Vollziehungsvorschriften zurückzuführen. Auf Verlangen der Finanzdelegation hat deshalb das BBW im Einvernehmen mit den hauptbeteiligten Bundesämtern (Amt für Bundesbauten, Eidgenössische Finanzverwaltung, Bundesamt für Justiz, EFK) seine Richtlinien betreffend Sachinvestitionsbeiträge an die Hochschulen überprüft und auf den 1. Mai 1982 eine Reihe von Bestimmungen geändert oder ergänzt. Noch nicht revidiert sind die Richtlinien Cerletti, welche die Beitragsbemessung für die Hochschulkliniken ordnen. Entgegen der Ansicht des Interpellanten handelt es sich hierbei nicht um ein einfaches Pauschalierungsmodell, sondern um ein recht komplexes System von Richtzahlen für die Gewichtung der verschiedenen Klinikbereiche. Die Richtlinien sind lückenhaft, in manchen Punkten unklar und geben mitunter zu stossenden Lösungen Anlass. Insbesondere ist umstritten, ob die Kosten für die normale medizinische Betreuung der Bevölkerung oder für privatwirtschaftlich genutzte Bereiche bei der Subventionierung genügend ausgedehnt werden. Zwar haben die Autoren der Richtlinien bereits 1970 deren Überprüfung nach einer Erfahrungsperiode von fünf Jahren angeregt, doch ist dies bis heute nicht erfolgt. Nach Ansicht der Finanzdelegation ist dringend eine Überprüfung mit dem Ziel an die Hand zu nehmen, eine Vereinfachung zu erreichen und insbesondere privatwirtschaftlich genutzte Bereiche von einer Subventionierung gänzlich auszuschliessen.

Die EFK übt ihre Kontrolltätigkeit nach den Kriterien der richtigen Rechtsanwendung, der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit sowie der rechnungsmässigen Richtigkeit durch (Art. 5 FKG). Sie ist dafür dem Bundesrat und dem Parlament verantwortlich. In bezug auf die Subventionen hat die Finanzdelegation wiederholt festgehalten, dass es Sache der EFK ist, im Einzelfall zu prüfen, inwieweit die Beitragsfestsetzungen sich materiell rechtfertigen lassen. Freilich soll die zuständige Verwaltungsbehörde über einen angemessenen Entscheidungsspielraum verfügen. Die EFK handelt jedoch durchaus im Rahmen ihres Kompetenzbereiches, wenn sie im Einzelfall auch prüft, ob kein Ermessensmissbrauch und keine Ermessensüberschreitung stattgefunden haben. Dabei versteht sich, dass die EFK bei komplexen Geschäften, die mehrere Fachgebiete betreffen, die zuständigen Ämter konsultiert oder Spezialisten bezieht. Im vorliegenden Fall hat sie die Subventionsabrechnungen der Hochschulbauten und Hochschulkliniken in enger Zusammenarbeit mit dem Amt für Bundesbauten überprüft. Die Finanzdelegation konnte sich vergewissern, dass die EFK ihre Aufgabe korrekt wahrgenommen und soweit möglich auch einvernehmlichen Lösungen zugestimmt hat. Der Vorwurf der Kompetenzüberschreitung entbehrt deshalb jeglicher Grundlage.

Dass es zwischen dem BBW und der EFK zum Teil zu unterschiedlichen Auffassungen über die Ausscheidung beitragsberechtigter Kosten kam, ist bei der wenig detaillierten Hochschulförderungsgesetzgebung und ihren vielen unbestimmten Rechtsbegriffen verständlich. Gestützt auf Artikel 12 FKG hat die EFK die Kompetenz, den Standpunkt des BBW beim Departement des Innern (EDI) zu beanstanden. Folgt das Departement der Auffassung der EFK nicht, hat diese die Möglichkeit, letztinstanzlich den Bundesrat anzurufen. Im Hochschulförderungsbereich wurden von der EFK bis heute lediglich zwei formelle Beanstandungen erhoben. Diese konnten auf Departementsebene erledigt werden. Der Vorwurf, dass die EFK Entscheidungen der politisch verantwortlichen Behörden blockiere, ist daher verfehlt.

Gemäss Artikel 12 Absatz 3 HFG können für Sachinvestitionen, die im gesamtschweizerischen Interesse liegen und denen besondere Bedeutung zukommt, Zuschläge gewährt werden (der Gesetzgeber hatte insbesondere Schwerpunktbildungen im schweizerischen Hochschulkonzept im Auge). Nach Artikel 25 Absatz 2 der Vollziehungsverordnung zum

HFG hat ihre Zusicherung in jedem Fall durch den Bundesrat zu erfolgen. Die EFK stellte jedoch fest, dass bis Ende 1981 die Zuschlagszusicherungen lediglich vom EDI im Einvernehmen mit dem EFD ergangen waren. Im Zusammenhang mit der von der Finanzdelegation verlangten Überprüfung der Richtlinien für die Sachinvestitionen wurde dann im Frühjahr 1982 die formell unrichtige Zusicherungspraxis korrigiert. In materieller Hinsicht hat die EFK die vom Interpellanten genannten Zuschläge nicht beanstandet. Auch in diesem Punkt geht somit die Interpellation an der Sache vorbei.

Die Finanzdelegation befasste sich hauptsächlich mit den finanziellen und haushaltsrechtlichen Aspekten der Hochschulförderung. Die Abklärungen ergaben jedoch, dass auch personelle Engpässe, organisatorische Mängel sowie der umständliche Instanzenweg die aufgetretenen Schwierigkeiten erheblich mitverursacht hatten. Das EDI hat deshalb eine Reorganisation des BBW an die Hand genommen. Zudem werden die Geschäftsprüfungskommissionen der eidgenössischen Räte eingehend darüber beraten, inwieweit das Verfahren für die Hochschulsubventionierung vereinfacht werden könnte.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass die EFK in keiner Weise politische Entscheide des Parlamentes oder des Bundesrates in Frage gestellt hat. Vielmehr hat sie ihre Aufgaben sachgerecht erfüllt.»

Das Büro schliesst sich den Schlussfolgerungen der Finanzdelegation an.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

83.496

Interpellation Alder

Korrespondenzwahlrecht der Ausländer Vote par correspondance des étrangers

Wortlaut der Interpellation vom 22. Juni 1983

Die Parlamentarische Versammlung des Europarates hat im Oktober 1982 die Mitgliedstaaten aufgefordert, der Ausübung des Korrespondenzwahlrechtes durch Ausländer, die sich auf ihrem Staatsgebiet aufhalten und Staatsangehörige eines Mitgliedstaates sind, keine Hindernisse in den Weg zu legen. In der mit grossem Mehr verabschiedeten Empfehlung Nr. 951 wurde das Ministerkomitee überdies eingeladen, im Rahmen des Europarates rechtliche Garantien zur Sicherung der freien Ausübung des Stimmrechtes durch Staatsangehörige, die sich nicht in ihrem Heimatland aufhalten, zu erarbeiten.

Ich frage den Bundesrat an:

Ist er bereit, der Empfehlung des Europarates nachzukommen? Insbesondere:

1. Ist der Bundesrat bereit, seine gesetzlich nirgends vorgeschriebene, ausschliesslich auf theoretische und wirklichkeitsfremde Erwägungen abgestützte Praxis endlich aufzugeben, wonach er Ausländern in unserem Land nicht gestattet, durch Vermittlung ihre diplomatischen Vertretungen an Wahlen im Heimatland teilzunehmen?

2. Ist der Bundesrat bereit, sich im Ministerkomitee des Europarates dafür einzusetzen, dass der Empfehlung Nr. 951 der Parlamentarischen Versammlung entsprochen wird?

Texte de l'interpellation du 22 juin 1983

En octobre 1982, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a invité les Etats membres à ne pas faire obstacle à l'exercice du droit de vote par correspondance par les étrangers qui résident sur leur territoire et qui ont la nationa-

lité d'un Etat membre. Dans la Recommandation n° 951, qui a été adoptée à une forte majorité, le Comité des Ministres a en outre été invité à élaborer, dans le cadre du Conseil de l'Europe, des dispositions légales garantissant le libre exercice du droit de vote par les nationaux qui ne résident pas dans leur pays d'origine.

Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:

Est-il disposé à se conformer à la recommandation du Conseil de l'Europe? En particulier:

1. Est-il prêt à renoncer enfin à la pratique qui consiste à interdire aux étrangers résidant en Suisse de voter dans leur pays d'origine par l'intermédiaire de leur représentation diplomatique, pratique qui n'a aucun fondement légal et qui repose uniquement sur des considérations d'ordre théorique et éloignées de toute réalité?

2. Est-il disposé à intervenir au sein du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour que suite soit donnée à la Recommandation n° 951 de l'Assemblée parlementaire?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Biel, Kloter, Müller-Aargau, Oester, Weber Monika, Widmer (6)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Interpellant hat schon mehrmals die Praxis des Bundesrates kritisiert, den in der Schweiz wohnhaften Ausländern die Ausübung ihres Stimmrechtes im Heimatland durch Vermittlung ihrer hiesigen diplomatischen Vertretungen zu untersagen (vgl. überwiesenes Postulat 80.490, «Amtliches Bulletin» 1980, Seite 1687; Dringliche Einfache Anfrage 77.637, «Amtliches Bulletin» 1977, Seite 461; Interpellation 76.482, «Amtliches Bulletin» 1977, Seite 532ff.). Mit der Empfehlung Nr. 951 ist diese Praxis nun auch von der Parlamentarischen Versammlung des Europarates deutlich beanstandet und die Schweiz als Mitgliedstaat des Europarates aufgefordert worden, ihr Verbot fallen zu lassen. Der Bundesrat kann dieser Aufforderung, wenn er will, ohne weiteres nachkommen, muss doch keine einzige Vorschrift, sondern bloss eine völkerrechtlich ohnehin kaum haltbare, jedenfalls aber antiquierte Praxis geändert werden.

Dem Interpellanten ist bekannt, dass zurzeit eine Botschaft zur Änderung des Bundesgesetzes betreffend die politischen Rechte der Auslandschweizer vorbereitet wird, mit welcher das Korrespondenzwahlrecht für Auslandschweizer eingeführt werden soll. Dies ist sehr zu begrüssen. Die Fraktion des Landesringes hat sich schon bei der Schaffung des Gesetzes für diese Lösung eingesetzt. Es besteht jedoch kein Grund, mit der Änderung der beanstandeten Praxis gegenüber den Ausländern zuzuwarten, bis die Gesetzesrevision in Kraft ist. Ein zwingender direkter Zusammenhang zwischen der Einführung des Korrespondenzwahlrechtes für Auslandschweizer einerseits und der Aufgabe der kritisierten Behinderung bei der Ausübung des Stimmrechtes durch Ausländer andererseits ist nicht ersichtlich.

Im übrigen erscheint es als eine vornehme Pflicht des Bundesrates, die Bemühungen des Europarates um die Stärkung der Demokratie in Europa, wie das auch die Empfehlung Nr. 951 anstrebt, nachhaltig zu unterstützen. In diesem Sinne hofft der Interpellant auch, dass sich der Bundesrat im Ministerkomitee für die Verwirklichung der Empfehlung Nr. 951 einsetzt.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Der Bundesrat antwortet auf die zwei in der Interpellation gestellten Fragen wie folgt:

1. In seinen Antworten auf die Einfachen Anfragen Crevoisier vom 10. März 1981 (81.616) und Müller-Bern vom 16. März 1981 (81.630) hatte der Bundesrat Gelegenheit zu erklären, dass die Prüfung einer Liberalisierung der Praxis betreffend die Teilnahme der in der Schweiz wohnhaften Ausländer an Abstimmungen und Wahlen in ihrem Heimatland gleichzeitig mit einer erneuten Überprüfung des Problems der Ausübung der politischen Rechte durch die Aus-

Interpellation Müller-Luzern Kompetenz der Finanzkontrolle

Interpellation Müller-Luzern Compétences du Contrôle des finances

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.455
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.10.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1542-1544
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 880

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.